



MEDIAPART

Genre — Entretien

Youlie Yamamoto, porte-parole d'Attac : « On ne peut pas considérer la lutte féministe en dehors de la lutte antifasciste »

En amont de la manifestation féministe du 8 mars, plusieurs syndicats et associations ont obtenu que le collectif identitaire Némésis ne participe pas au cortège, et réaffirment la nécessité du combat antifasciste.

Youmni Kezzouf

7 mars 2026 à 09h00

Depuis plusieurs années, les défilés féministes du 8 mars (Journée internationale des droits des femmes) et du 25 novembre (Journée de lutte contre les violences faites aux femmes) sont perturbés par les manifestantes du collectif Némésis.

L'association identitaire, installée au carrefour des extrêmes droites institutionnelles et groupusculaires, s'incruste dans les cortèges, protégée par un service d'ordre composé de militants masculins parfois violents. Depuis l'année dernière, ses membres défilent en marge du cortège, protégées par un important dispositif policier et leur propre service d'ordre, et confisquent une grande partie de l'attention médiatique.



Le collectif Némésis à la marche féministe pour la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars 2025, à Paris. © Photo Arnaud Cesar Vilette / Sipa

Dans une lettre ouverte au ministère de l'intérieur, plusieurs syndicats (CGT, CFDT, Solidaires, Unsa, FSU) et associations (Attac, Osez le féminisme, le Planning familial) ont demandé d'interdire la présence de Némésis dans la manifestation parisienne du 8 mars. Jeudi 5 mars, le collectif d'extrême droite a annoncé à l'Agence France-Presse renoncer à sa présence et organiser son propre rassemblement dans le XVI^e arrondissement de Paris. Le ministre de l'intérieur a écrit aux organisations pour annoncer que « *sur [son] instruction, les préfets engageront les actions visant à garantir la non-participation de ce collectif aux cortèges* » de cette journée.

Le collectif Grève féministe, qui rassemble les associations organisatrices, a également publié une tribune dans laquelle ses membres dénoncent des manifestations « *instrumentalisées et sabotées* » et réaffirment leur vision d'un féminisme « *antiraciste et antifasciste* ». Youlie Yamamoto, porte-parole du mouvement altermondialiste Attac, revient sur les raisons de cette mobilisation.

Mediapart : Après la demande collective des organisations associatives et syndicales, Némésis a annoncé renoncer à sa participation au cortège du 8 mars. Quelle est votre réaction ?

Youlie Yamamoto : C'est un soulagement, parce qu'on va pouvoir manifester dans les conditions qu'on a définies, pour nos revendications féministes. C'est une première victoire effective pour nous, car on a su imposer un rapport de force.

Reste que sur la question de la bataille culturelle contre l'extrême droite, le combat est encore rude. Il faut combattre durablement le fémonationalisme, et le fait que depuis des années elles viennent en force dans le mouvement social féministe en dit long. On voit cette décision comme un appui pour la suite, il faut neutraliser Némésis et faire cesser ces instrumentalisation des luttes féministes. Le combat est encore rude.

L'étape d'après, c'est que ça fasse jurisprudence pour les prochaines manifestations. On a réussi car l'ensemble des forces progressistes, des associations aux partis, ont relayé notre appel. Mais ça fait sept ans qu'on essaye de leur interdire de venir dans nos cortèges. Et là, ce n'est pas une interdiction, c'est une conciliation avec la préfecture de police pour qu'elles aillent manifester ailleurs.

Nous restons vigilantes : ce n'est pas parce que Némésis va manifester ailleurs qu'on est à l'abri. On est dans un contexte compliqué, il y a un risque d'avoir des groupes d'extrême droite qui viennent perturber le cortège.

« On est passés de petites infiltrations à des mises en scène en grande pompe. »

Némésis s'infiltré depuis des années dans les cortèges féministes. D'abord par surprise et, récemment, encadrées et protégées par les forces de l'ordre... Quel regard portez-vous sur ces stratégies ?

Elles montent en puissance. Il est quand même assez dingue qu'une poignée de personnes arrive autant à saboter nos manifestations et à cristalliser l'attention. Elles sont soutenues par tout un réseau d'extrême droite, pour instrumentaliser la cause féministe comme un cheval de Troie pour leur agenda raciste.

Leur stratégie a effectivement évolué. Au départ, il s'agissait de petits groupes avec des pancartes dissimulées

qu'elles sortaient au dernier moment. Et elles avaient bien organisé leur service d'ordre avec des militants connus de groupes fascistes, réactionnaires, etc. Ensuite, elles ont commencé à mettre en scène leurs arrivées au point de les annoncer.

On est passés de petites infiltrations avec leurs propres médias, afin de se victimiser et de passer pour des féministes maltraitées par l'extrême gauche, à des mises en scène en grande pompe, avec des cortèges organisés et protégés par la police.

Quel effet leur présence provoque-t-elle sur les cortèges féministes ?

Nous sommes extrêmement en colère. D'une part, il en va de notre sécurité : elles viennent avec des services d'ordre qui sont violents, c'est en rupture totale avec l'esprit de nos manifestations. Et puis, il y a la question de la légitimité. Nous, organisations qui appelons à cette marche, sommes légitimes à dire qui est bienvenu ou pas dans nos manifestations. Ça nous crispe parce qu'on sait que malheureusement leur présence va venir prendre le dessus sur nos revendications, donc on se sent invisibilisées.



Youlie Yamamoto, porte-parole d'Attac, à Paris, le 20 juin 2024.

© Photo Sebastien Clavet / Mediapart

Il y a un enjeu de démocratie fort, puisqu'elles perturbent, cristallisent l'attention, et nous empêchent d'exercer notre droit de manifester, dans les conditions qu'on définit. Et on est en colère politiquement, parce que ça leur offre une tribune. Ça leur permet de profiter de la visibilité de nos

manifestations pour diffuser leur discours de haine, en nous confisquant notre mobilisation.

Nous sommes obligées de réaffirmer nos valeurs fondamentales. Nous venons de publier un appel, dans le cadre de Grève féministe, pour réaffirmer qu'on est féministes et antifascistes, et que le féminisme d'extrême droite n'existe pas.

« Ce n'est pas parce que les militantes de Némésis sont femmes qu'elles ne peuvent pas être en contradiction, en rupture avec les valeurs féministes. »

Némésis continue de se réclamer du féminisme pour faire avancer son combat xénophobe. Comment les organisations féministes peuvent-elles lutter contre ce discours ?

Le fascisme n'a pas de genre. Ces militantes instrumentalisent leur genre pour leur discours réactionnaire. Mais ce qu'on réaffirme, c'est que féminisme rime avec antifascisme. C'est-à-dire qu'on ne peut pas considérer la lutte féministe en dehors de la lutte antifasciste. Par ailleurs, il ne suffit pas d'être femme pour être féministe. Être féministe, c'est adhérer à des valeurs progressistes, des valeurs humanistes qui sont fondées sur des principes tels que l'égalité, les droits sociaux, la justice, la lutte contre toutes les dominations. C'est vraiment la base qui structure le mouvement féministe.

Au-delà de leurs positions xénophobes, elles ont aussi des positions LGBTphobes, anti-avortement, à l'inverse des valeurs féministes structurelles dans nos mouvements. Ce n'est pas parce qu'elles sont femmes qu'elles ne peuvent pas être en contradiction, en rupture, avec les valeurs féministes. Il faut faire de la pédagogie pour rappeler à quel point l'extrême droite est incompatible avec le féminisme et que le féminisme d'extrême droite n'existe pas.

Au-delà de la question féministe, des dirigeantes de Némésis ont récemment lancé une association satellite, qui propose de se mobiliser « contre la gauche aux prochaines élections municipales ».

Elles décident d'investir tous les espaces pour faire campagne pour que leurs idées arrivent au pouvoir. Némésis est fondamentalement un instrument au service des idées d'extrême droite. Alice Cordier a été formée à l'Institut de formation politique (IFP), qui est désormais en partie financé par Pierre-Édouard Stérin via son projet Périclès. Tout ça suit le même mouvement, à partir du moment où elles n'hésitent pas à instrumentaliser tout le mouvement féministe pour leur agenda politique, elles continuent logiquement à investir tous les espaces possibles pour la conquête du pouvoir par l'extrême droite.

Ces dernières semaines, de nombreux locaux politiques de gauche, mais aussi des lieux culturels LGBTQIA+, ont été dégradés, tagués avec des symboles néofascistes. Que faire face à ce climat d'intimidation généralisé et de criminalisation de l'antifascisme ?

Toutes les organisations sont en train de se rencontrer, pour essayer d'imaginer quelle forme pourrait avoir ce front antifasciste, qui est nécessaire. Il est déjà en cours, avec les rappels de ce que sont l'antifascisme et la violence historique de l'extrême droite. Il y a beaucoup de travail de pédagogie, beaucoup de rencontres et de discussions entre organisations aussi, pour faire en sorte que nos militant·es ne soient pas en danger. On prend très sérieusement ce risque qui est réel et tangible. Ça demande des reconfigurations, y compris au niveau politique, pour organiser la riposte.

On sait qu'en France, là, on a un point de bascule. Il faudra se saisir de toutes les mobilisations et de toutes les opportunités pour réaffirmer nos valeurs et partir à l'offensive. C'est pour cela qu'on rappelle le 8 mars que féminisme rime avec antifascisme. Il y a une marche antiraciste le 14 mars qui sera aussi l'occasion de rappeler le nécessaire front antifasciste que nous devons mener. Et dans le cadre des municipales, il faut rappeler notre attachement aux valeurs que l'on défend et combattre coûte que coûte l'extrême droite. Ce moment de bascule vient surplomber les initiatives et doit nous rappeler que c'est la question antifasciste qui nous réunit.

Youmni Kezzouf

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau